

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 31/3

2003

DOI: 10.11588/fr.2004.3.46194

---

#### Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

# Atelier

## CONTINUITÉS ET FRACTURES: LES ÉLITES ALLEMANDES APRÈS 1945

Table ronde, organisé à l'Institut Historique Allemand de Paris, le 6 novembre 2003

HANS-ULRICH THAMER

### Introduction\*

Il y a désormais 20 ans, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la prise du pouvoir par les nazis, le philosophe Hermann Lübbe énonça au Reichstag, dans un discours controversé, deux thèses sur »le national-socialisme dans la conscience allemande d'après-guerre«, thèses qui au début furent brutalement contestées et qui pourtant allaient déterminer jusqu'à nos jours la discussion: »dans les milieux politique et culturel« de la jeune République fédérale, il aurait régné »une certaine réticence à la discussion publique des antécédents nazis, aussi bien individuels qu'institutionnels«; une réticence qui ne serait pas synonyme de pur refoulement, parce que la rupture avec le national-socialisme était, sur le plan politique, une chose qui allait de soi, même dans les premiers temps de la RFA. Étant donné que la grande majorité du peuple allemand était demeurée loyale à Hitler et que »le concierge d'école comme le professeur d'université«, membres du NSDAP, s'étaient réclamés de la communauté populaire nationale-socialiste, le nouvel État allemand, toujours selon Lübbe, pouvait certes être érigé en opposition à l'idéologie et à la politique du national-socialisme, mais non contre la majorité du peuple. Et c'est pourquoi ce »silence éloquent« (*kommunikatives Beschweigen*) autour du national-socialisme et des antécédents nazis aurait été le »le vecteur social-psychologique et politique, nécessaire à la transformation de notre population d'après-guerre en un peuple de citoyens de la République fédérale«. Il se serait développé, entre les millions de suiveurs et les anciens exilés et clandestins, un »rapport asymétrique à la discrétion vis-à-vis des antécédents nazis«, ce qui aurait hâté l'apparition d'un »peuple d'État démocratique«<sup>1</sup>.

On souscrivait à la thèse de Lübbe, selon laquelle une confrontation sociétale avec la période nazie n'avait pas eu lieu; mais on lui a toujours reproché de sous-entendre une culpabilité et une responsabilité identiques pour tous les groupes sociaux sous le régime nazi et de simplifier, à l'aide de son interprétation de l'intégration de millions de suiveurs, un processus historique autrement plus complexe et contradictoire. Et surtout de sous-estimer les coûts moraux et sociaux de la »maîtrise du passé«, laquelle a lourdement pesé sur la culture

\* Traduction de l'allemand par Gaël CHEPTOU.

1 Hermann LÜBBE, *Der Nationalsozialismus im politischen Bewußtsein der Gegenwart*, in: *Deutschlands Weg in die Diktatur. Internationale Konferenz zur nationalsozialistischen Machtübernahme im Reichstagsgebäude zu Berlin*, éd. par Martin BROSZAT et al., Berlin 1983, p. 329-349, surtout p. 334 et suiv.

politique de la RFA, comme toute une série de scandales politiques l'a montré. À l'inverse, Lübke aurait cherché à attribuer la responsabilité de mettre en péril l'intégration politique à tous ceux qui, comme le mouvement de 68, avaient souligné les dommages que faisait subir ce «silence éloquent» à la culture politique de la RFA<sup>2</sup>.

Si on tente de savoir aujourd'hui si les thèses de Lübke sont encore valables au regard des résultats acquis depuis par l'intensive recherche historique sur la «post-histoire» du national-socialisme, un grand nombre des travaux empiriques attestent, ce n'est pas une surprise, de cette «sorte de mutisme»; on a mis en évidence de manière plus nette encore l'implication – dont l'intensité varie sensiblement – d'une grande partie des élites de fonction et de la société allemande dans la politique du régime national-socialiste et sa radicalisation qui aboutira à une politique d'extermination pendant la guerre. Ce fait est désormais un trait essentiel de la conscience et de la mémoire collectives. Mais cela interdit dorénavant de généraliser, c'est-à-dire de classer tous les groupes sociaux parmi les «suiveurs», et exige une différenciation précise de toutes les responsabilités historico-politiques, comme par exemple au sein des élites de fonction: bureaucratie, justice, police, armée et économie. Le fait de distinguer ces groupes, subsumés lors de la dénazification sous la catégorie de «suiveurs», du mouvement politique national-socialiste, ainsi que du groupe dirigeant, imprégné d'idéologie nazie, aux ordres de Hitler est une construction politique de l'après-guerre. Si celle-ci ne tient plus du point de vue historique, elle n'en a pas moins été une importante stratégie de dédouanement dans l'immédiat après-guerre, masquant les cas de continuité sociale et biographique bien au-delà de 1945. Et ce fut aussi une des dimensions de ce «silence éloquent» d'après-guerre.

Était-ce là une condition nécessaire à la transition – globalement réussie – d'une dictature consensuelle à un ordre démocratique allemand? A-t-il existé des alternatives politiques? Est-ce que cette stratégie du «silence» est équivalente, sur le plan fonctionnel, à d'autres mécanismes d'intégration dans d'autres sociétés post-dictatoriales ou de l'après-collaboration, sociétés qui purent se servir de mythes politiques, comme l'antifascisme collectif en Italie, en vue de faire oublier la responsabilité historique causée par l'adhésion massive à la dictature? Ces continuités n'indiqueraient-elles pas une erreur de conception, illustrée par une chronique scandaleuse, qui ferait perdre tout crédit à l'expérience démocratique de la République fédérale? Ce soir, Norbert Frei, auteur d'un des livres essentiels sur les différentes facettes de la «politique du passé» (*Vergangenheitspolitik*) au cours des premières années de la République fédérale d'Allemagne<sup>3</sup>, parlera du rôle des élites sociales après 1945: il sera donc question des formes et des conditions du processus de transformation démocratique en RFA, ainsi que de la fonction des vieilles élites et de leur rôle dans cet apprentissage long et sinueux, dans cette adaptation générale. Bref, un thème qui, comme le montre les questions soulevées par le rôle de certains historiens éminents sous le régime nazi<sup>4</sup>, est loin

2 Parmi l'abondante littérature consacrée depuis à la manière dont a été traité officiellement le passé nazi, voir Peter Graf KIELMANSEGG, *Lange Schatten. Vom Umgang der Deutschen mit der nationalsozialistischen Vergangenheit*, Berlin 1989; Jeffrey HERF, *Zweierlei Erinnerung. Die NS-Vergangenheit im geteilten Deutschland*, Berlin 1998; Axel SCHILDT, *Der Umgang mit der NS-Vergangenheit in der Öffentlichkeit der Nachkriegszeit*, in: Winfried LOTH, Bernd A. RUSINEK (éd.), *Verwandlungspolitik. NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*, Francfort/M. 1998, p. 19–54.

3 Norbert FREI, *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, Munich 1996.

4 Cela concerne aussi des historiens de renommée de l'après-guerre comme Theodor Schieder, Werner Conze et Fritz Fischer, cf. Winfried SCHULZE, Otto Gerhard OEXLE (éd.), *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, Francfort/M. 1999; Klaus GROSSE KRACHT, *Fritz Fischer und der deutsche Protestantismus*, in: *Zeitschrift für neuere Theologiegeschichte* 10 (2003) p. 224–252; Volker ULL-

d'être clos. On souhaite que monsieur Henry Rousso commente ce résultat et le compare avec la post-histoire de d'autres dictatures, ouvrant ainsi un débat de fond sur les conditions et les possibilités d'épuration politique dans les sociétés post-dictatoriales: un débat sans cesse renouvelé depuis le Siècle des Extrêmes; un débat qui, au-delà des scandales politiques et des cas individuels, doit être abordé comme un problème ordinaire pour trouver finalement sa place dans l'évolution historico-politique des sociétés modernes.